



## **INDE – ISRAËL : LE NOUVEAU PARTENARIAT STRATÉGIQUE**

Stéphanie Lévy\*

*En 1950, l'Inde reconnaît de jure l'État d'Israël ; en 1952, un consulat d'Israël est ouvert à Bombay ; mais ce n'est qu'en février 1992, soit plus de quarante ans plus tard, que l'Inde normalise ses relations diplomatiques avec l'État juif. En fait, les liens puissants unissant aujourd'hui l'Inde et Israël dans les domaines politiques, stratégiques, économiques et culturels sont surprenants au vu de leurs relations bilatérales qui, dans le passé, étaient dominées par l'ignorance et la méfiance. Ainsi, une question se pose : comment expliquer le passage de l'hostilité non voilée à la coopération sans réserve ?*

Le 11 septembre 2001, alors que des cellules d'al-Qa'ida organisaient leurs attentats terroristes sur les villes de New York et Washington, un événement marquant se déroulait à l'autre bout du monde : à New Delhi, des officiels israéliens de la Défense et du Renseignement, conduits par le conseiller pour la Sécurité nationale Uzi Dayan, rencontraient leurs homologues indiens afin de discuter des menaces communes auxquelles les deux pays devaient faire face. Interrogé sur la question, un porte-parole du ministère indien des Affaires étrangères décrivit l'entretien comme « appartenant à la routine », un pas supplémentaire dans le « dialogue stratégique » avec Israël sur des questions allant du terrorisme afghan au développement de la prolifération balistique iranienne. Cependant, cette rencontre fut tout sauf « routinière » : elle reflète au contraire l'allure surprenante à laquelle le partenariat stratégique entre les deux pays a évolué au cours des dix dernières années, et ce à l'ombre des projecteurs internationaux. En effet, sur ce dernier point, la visite historique que l'ancien premier ministre israélien effectua en Inde, du 8 au 11 septembre 2003, n'a pas eu un écho retentissant sur la scène internationale, bien qu'elle ait représenté le

symbole du formidable réchauffement politique, diplomatique, stratégique, économique et culturel entre les deux États. Conduisant une délégation de 150 personnes, Ariel Sharon resta trois jours en Inde, devenant ainsi le premier chef de gouvernement israélien à être officiellement reçu par les autorités indiennes. Au cours de cette visite, le premier ministre israélien rencontra les plus hautes personnalités de l'État : le ministre indien des Affaires étrangères Yashwant Sinha, le président Abdul Kalam, le conseiller pour la Sécurité nationale Brajesh Mishra, le numéro deux du gouvernement Lal Krishna Advani et bien entendu le premier ministre Atal Bihari Vajpayee. Cette visite provoqua de nombreuses questions concernant l'enjeu qui poussa Ariel Sharon à se rendre en Inde alors que des attentats sanglants frappaient Israël. Le chef de gouvernement donna un premier élément de réponse en soulignant qu'Israël était « très intéressé » par des relations fortes avec « l'un des pays les plus importants au monde ». Mais l'essentiel n'était pas là ; le but de cette visite dépassait de bien loin la simple perspective de contrats d'armements importants.

L'Inde et Israël se sont rapprochés de manière exceptionnelle depuis seulement

1992, tournant ainsi la page sur des décennies passées dans l'ignorance, voire la méfiance, mutuelles. Malgré une certaine idée de destin commun, avec la lutte contre la puissance mandataire britannique, l'indépendance obtenue à un an d'écart—15 août 1947 pour l'Inde, 14 mai 1948 pour Israël—et la partition sanglante des deux pays, Indiens et Israéliens ont eu des expériences nationales tout à fait différentes et toutes deux uniques dans l'histoire de l'humanité. Dans sa lutte pour l'indépendance, l'Inde s'est tournée vers son leader charismatique Gandhi, lequel changea toute la stratégie du mouvement nationaliste. Sous son influence, le Congrès national indien adopta le principe de non-violence contre les Britanniques, faisant usage de méthodes qui déconcertèrent la puissance mandataire : marches symboliques, sit-in (*dharana*), utilisation de la production domestique et boycotts des produits étrangers (*swadeshi*). Le succès de ce mouvement, luttant pour l'indépendance contre l'une des plus grandes puissances de l'histoire sans utiliser d'armes, n'a pas de parallèle historique. Quant au peuple juif, sa lutte pour l'indépendance 2 000 ans après la destruction du dernier État en Judée relevait d'une gageure. Il fallut attendre l'impulsion donnée par Herzl à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle et la renaissance du sionisme politique pour que les premières *aliyot* (littéralement : « montées », ou vagues d'immigration) de Juifs issus de la diaspora fuyant les persécutions s'installent en Palestine. Après 1945, la mort de six millions de Juifs dans les camps d'extermination nazis entraîna le vote à l'Organisation des Nations Unies (ONU) de la création d'un État juif en Palestine, malgré l'opposition arabe. Ainsi, après 2 000 ans, les Juifs dispersés dans le monde revenaient sur leur terre ancestrale (*kibboutz galouyot*), fait également sans précédent dans l'histoire de l'humanité.

Les fondements idéologiques et religieux des deux États divergent aussi dans une large mesure : les dirigeants

indiens ont toujours lutté contre la partition de leur pays, refusant d'accepter la « théorie des deux nations », fondée exclusivement sur la religion et ayant entraîné la création dans le sang du Pakistan. En effet, bien que l'hindouisme, majoritaire en Inde, soit le principe fondamental conduisant la vie de millions de personnes, les dirigeants de ce pays ont refusé de faire de l'Inde un État théocratique. Ce sécularisme est à l'origine du fait que l'Inde n'ait pas de religion officielle. L'hindouisme ne joue ainsi pas le même rôle en Inde que le judaïsme en Israël. Le judaïsme a été, au cours des siècles, l'une des principales forces vives du peuple juif en exil : en tant que religion et en tant que mode de vie, il a perduré pendant les deux millénaires de diaspora. De fait, le peuple juif ne se définit pas uniquement comme groupe religieux mais également comme entité nationale, par son unité historique et sa conscience d'un destin commun. C'est pourquoi l'État d'Israël, sans être un État théocratique, joua sur cette ambivalence et inclut des éléments religieux dans ses fondements idéologiques : il se définit clairement comme État juif, mais dans un sens plus national que religieux. L'Israël moderne est ainsi un subtil mélange de laïcité et de références religieuses, à l'image de son premier dirigeant, David Ben Gourion, lequel était athée mais connaissait parfaitement la Bible. Ces deux pays eurent donc des expériences nationales très différentes, ce qui fut peut-être l'une des causes profondes de leur éloignement au cours de leurs 40 premières années d'existence.

En 1950, l'Inde reconnaît *de jure* l'État d'Israël ; en 1952, un consulat d'Israël est ouvert à Bombay ; mais ce n'est qu'en février 1992 que l'Inde normalise ses relations diplomatiques avec l'État juif en envoyant une délégation en Israël et en acceptant une ambassade israélienne à New Delhi. Un centre culturel indien est aussi ouvert à Haïfa (Israël) dans le but de mieux faire connaître les communautés

juives de l'Inde. Les relations indo-israéliennes figurent ainsi depuis presque 60 ans, de façon intermittente, à l'ordre du jour au sein des Parlements indien et israélien ainsi que dans la presse des deux pays. Ces rapports, aussi limités qu'ils aient pu être à certains moments, sont souvent sujets à des réactions passionnelles. Expliquant ces tensions, le diplomate israélien Jacob Tsur notait en 1957 : « Mais tout cela reste flou et nos relations n'ont jamais dépassé le stade d'une exploration mutuelle fortement teintée, de la part de l'Inde, d'une méfiance à notre égard »<sup>1</sup>. En effet, par le passé, les efforts d'Israël pour gagner l'amitié de l'Inde semblaient vains ; mais les deux pays adoptèrent tout de même, dès le début des années 1950, une politique de reconnaissance mutuelle. Ainsi, les liens puissants unissant aujourd'hui l'Inde et Israël dans les domaines politiques, stratégiques, économiques et culturels sont surprenants au vu de leurs relations bilatérales qui, dans le passé, étaient dominées par l'ignorance et la méfiance. La question se pose alors quant à l'évolution historique et stratégique des relations indo-israéliennes : comment expliquer le passage de l'hostilité non voilée à la coopération sans réserve ?

### **DE 1948 À 1992 : UN DEMI-SIÈCLE D'HÉSITATIONS INDIENNES**

Les relations indo-israéliennes ont un historique important. Le Congrès national indien montra de la suspicion pour les motifs sionistes en Palestine avant même la création de l'État d'Israël, en partie du fait de contraintes internes mais également à cause de sa sympathie pour les mouvements nationaux arabes. Ainsi, la perspective des dirigeants indiens dans le conflit israélo-arabe fut largement déterminée par des facteurs tels l'attitude méfiante du Congrès et de ses dirigeants envers le sionisme et, par conséquent, envers la question de l'émigration juive en Palestine. Les leaders indiens se sont

montrés également réticents devant ce qui fut interprété comme une complicité entre les Juifs et le pouvoir mandataire britannique pour étouffer les aspirations nationales des Arabes de Palestine.

### ***L'Inde et la naissance de l'État d'Israël***

Le début du 20<sup>ème</sup> siècle vit la montée du nationalisme arabe au Moyen-Orient ainsi que l'émergence de mouvements de libération en Asie du Sud. Simultanément, le sionisme cherchait à faire émerger un foyer national pour les Juifs en Palestine. La Déclaration Balfour causa beaucoup d'anxiété parmi les Arabes, qui intensifièrent leur lutte contre les Britanniques et les sionistes, mais aucun leader indien n'y réagit publiquement. Toutefois, dès 1923, Maulana Abul Kalam Azad, alors président du Congrès, sollicita l'Inde pour s'associer à la cause des Arabes d'Égypte, de Syrie, de Palestine et du Maroc. Il est d'ailleurs établi qu'au cours de cette période des contacts furent noués entre les leaders nationalistes indiens et le monde arabe. À cette époque, Jawaharlal Nehru dénonçait déjà le double jeu des Britanniques qui, comme en Inde, veulent « diviser pour régner ».

### ***L'attitude réservée des pères fondateurs indiens***

Mohandas Karamchand Gandhi et Jawaharlal Nehru, responsables de la ligne politique du Parti du Congrès concernant la Palestine, n'adoptèrent la même attitude face aux idéaux sionistes. Ils ne exprimèrent pas non plus de la même manière leur soutien au camp arabe. Ceci dit, ils manifestèrent tous deux de la sympathie pour les Juifs dans leurs écrits. À ce sujet, Gandhi écrivit :

Mes sympathies vont entièrement aux Juifs. Je les ai intimement connus en Afrique du Sud. Quelques uns d'entre eux sont devenus des compagnons de longue date. Ces amitiés m'ont permis

d'apprendre beaucoup sur leurs persécutions millénaires. Ils ont été les Intouchables du Christianisme. Le parallèle entre leur traitement par les Chrétiens et le traitement des Intouchables est très significatif. Des sanctions religieuses ont été infligées dans les deux cas, pour justifier le traitement inhumain qu'ils ont subi. Cette raison fait qu'à part cette amitié, toute ma sympathie se tourne vers les Juifs.<sup>2</sup>

Quant à Nehru, il déclara :

Ces Juifs ont finalement été dispersés dans le monde entier. Ils n'avaient pas de foyer ni de nation, et partout ils furent traités comme des étrangers qui n'étaient pas les bienvenus et indésirables. On les obligea à vivre dans des zones réservées dans les villes, à l'écart des autres—dans des « ghettos », comme on les appelle—afin qu'ils ne polluent pas les autres. Quelquefois, on les obligeait à porter un vêtement spécial. Ils furent humiliés et massacrés ; le mot « Juif » devint abusif, un synonyme de misérable et d'usurier.<sup>3</sup>

Parallèlement, les deux leaders indiens s'opposèrent aux sionistes, non seulement parce que ces derniers étaient une menace pour le nationalisme arabe en Palestine, mais aussi parce qu'ils apportèrent leur soutien aux Britanniques durant et après la première guerre mondiale. Gandhi rejeta en effet catégoriquement l'idée d'un foyer national juif. Commentant la situation en Palestine, il écrivit dans un éditorial en 1938 : « La Palestine biblique n'est pas une réalité géographique, elle existe dans leur cœur. Mais s'ils regardent la Palestine géographique comme leur foyer national, il ne faut pas considérer cela sous l'ombre des fusils britanniques »<sup>4</sup>. Il ajouta : « Les larmes des Juifs pour un foyer national ne me touchent pas beaucoup... La Palestine appartient aux Arabes de la même façon

que l'Angleterre aux Anglais et la France aux Français. Il est faux et inhumain d'imposer les Juifs aux Arabes ». Cela dit, en mai 1947, Gandhi déclara à un correspondant de l'agence Reuter que ce conflit était « presque insoluble ». Tout comme Gandhi, Nehru était également convaincu que la demande d'un foyer national juif était intrinsèquement erronée. Commentant sur la Déclaration Balfour, Nehru écrivit dans une lettre adressée à sa fille (mai 1933) :

Un fait important semble avoir été occulté. La Palestine n'était pas une terre vierge [...]. C'était déjà le foyer de quelqu'un d'autre. Donc ce geste généreux du gouvernement britannique s'est effectué aux dépens du peuple qui vivait déjà en Palestine.

*La naissance de l'État d'Israël : l'opposition de l'Inde*

La position des leaders indiens concernant la question de la Palestine resta identique, même après la seconde guerre mondiale. Outre la conviction des dirigeants indiens, la création du Pakistan (pratiquement acquise dès la fin de la seconde guerre mondiale) joua un rôle dans la continuité de la position indienne en Palestine. En effet, l'Inde ne voulait pas que le Pakistan gagne les sympathies arabes à son détriment, dans le cas où elle prendrait une position pro-sioniste. New Delhi s'opposa ainsi à la création de l'État d'Israël en 1948, en continuité avec sa position d'avant-guerre.

L'Inde vota donc contre la résolution de partition adoptée par l'Assemblée générale le 29 novembre 1947 : l'État indien, comme l'Iran et la Yougoslavie, s'opposa de fait au partage de la Palestine entre Juifs et Arabes, contre les recommandations des huit autres membres du Comité onusien, et ce pour deux raisons. Tout d'abord, les dirigeants du Congrès national indien étaient opposés à la théorie des deux nations et avaient

refusé la partition de l'Inde quelques mois auparavant. L'historien Jansen soutient ainsi que « la partition de l'Inde, mise en place en 1947 et en 1948 [...] fut un argument de plus concernant la position indienne envers Israël, qui fut créé par une autre partition »<sup>5</sup>. Ensuite, du fait du soutien traditionnel de l'Inde à la cause arabe, il était difficile pour les dirigeants indiens de faire évoluer la position de leur pays. Par conséquent, l'Inde ne changea d'attitude vis-à-vis d'Israël que lorsque son existence fut un fait établi.

#### *Une reconnaissance tardive de l'État d'Israël*

Dès la création de l'État d'Israël, la question de sa reconnaissance fut évoquée dans le corps législatif indien. Nehru admit qu'Israël avait demandé à l'Inde en juin 1948 de reconnaître son existence, mais la décision fut différée jusqu'à ce que le gouvernement fut « satisfait et sache exactement quelle est la position internationale »<sup>6</sup>. Lorsque l'État d'Israël fut un fait indéniable, le gouvernement indien ne remit pas en question son existence—malgré la position de la plupart des États arabes, dont certains encore aujourd'hui persistent dans leur négation—et déclara : « Le gouvernement indien a décidé de reconnaître officiellement le gouvernement d'Israël ». Cette brève annonce le 17 septembre 1950 fut suivie par un communiqué de presse soulignant le fait que la reconnaissance d'Israël était la « reconnaissance d'un fait établi ». Le premier ministre Nehru et Moshé Sharett, alors ministre des Affaires étrangères d'Israël, échangèrent des messages d'amitié à cette occasion. Suite à cette reconnaissance, l'Inde subit de fortes pressions chaque fois qu'elle tenta de normaliser ses relations avec Israël. Ainsi, lorsque la question du Cachemire fut soumise à l'ONU, l'Inde réalisa l'importance du soutien des pays arabes : alors qu'Israël ne représentait qu'une seule

voix, le vote des pays arabes en représentait une trentaine.

#### *De 1950 à 1967 : attraction et pressions*

##### *Les réticences de l'Inde à établir des relations diplomatiques avec Israël*

Du point de vue israélien, l'établissement de relations diplomatiques avec l'Inde présentait de nombreux avantages, dont celui de lui conférer une « entrée dans la société des nations asiatiques »<sup>7</sup> et de lui fournir ainsi une légitimité tant espérée en Asie. Du côté indien en revanche, une telle perspective semblait entraîner de nombreuses difficultés. Le legs de l'histoire—la position du Congrès national indien concernant le problème de la Palestine et sa conviction qu'Israël devait sa naissance à des forces non asiatiques, dont certaines représentaient des puissances impérialistes—retarda l'établissement de relations diplomatiques entre les deux gouvernements. En mars 1952, les possibilités d'établir des contacts diplomatiques avec Israël furent explorées. Seul un accord du gouvernement indien pour l'ouverture, au début de l'année 1953, d'un consulat général israélien fut obtenu, et celui-ci fut établi non pas à New Delhi, la capitale du pays, mais à Bombay, désignée comme « la Sibérie de la diplomatie indienne ».

##### *La crise de Suez, facteur de tension mais non de rupture*

La réaction première de l'Inde face à l'attaque israélienne sur l'Égypte en 1956 fut la condamnation sans ambiguïté. Toutefois, cette attitude s'adoucit avec le temps. À ce titre, l'un des exemples les plus révélateurs est sans doute la rencontre, en décembre de la même année, de Nehru et d'Abba Eban, alors ambassadeur aux États-Unis et figure charismatique de l'État d'Israël, lequel échangea ses vues avec le dirigeant indien sur les problèmes de la

paix en Asie de l'Ouest. Ainsi, des leaders indiens influents montrèrent de la sympathie pour la situation difficile dans laquelle se trouvait Israël, même durant l'apogée de la crise de Suez.

L'Inde fut par ailleurs le seul État à suggérer une issue à la crise de Suez par un droit de passage que les navires israéliens acquitteraient au niveau du canal et qui serait supervisé par une cour mondiale. Une telle suggestion était pourtant contraire à la position des États arabes. L'opposition de l'Inde à tout droit de passage qu'Israël acquitterait pour traverser le Golfe d'Akaba fut également significative de la position indienne dans la crise de Suez. Enfin, en août 1958, Nehru s'exprima sur le conflit israélo-arabe et insista sur le fait que la solution ne se trouvait pas dans une guerre contre Israël et qu'il n'y aurait pas d'avancée au Proche-Orient tant que cette question ne serait pas réglée.

*À la mort de Nehru, les mêmes hésitations du côté indien*

Dès l'investiture d'Indira Gandhi au poste de premier ministre en janvier 1966, les relations indo-israéliennes au niveau intergouvernemental furent sujettes à une mésentente maximale. En mars 1966, le bref arrêt du président israélien Zalman Shazar à Calcutta, alors qu'il faisait route vers Katmandou, fut troublé par la manifestation d'un groupe d'étudiants arabes devant la suite de son hôtel. En Israël, la *Knesset* (le Parlement israélien) adopta une résolution exprimant ses regrets devant le traitement du président d'Israël au cours de sa visite. En Inde, cet épisode eut pour effet de rouvrir le sujet sur sa politique envers Israël et suscita une controverse agitée. Des questions embarrassantes et agressives furent posées au sein du Parlement indien et dans certaines colonnes de la presse, demandant des explications sur la conduite, ou plus exactement le laxisme, du gouvernement

durant le passage du président Shazar en Inde.

Quand la troisième guerre israélo-arabe eut lieu, en juin 1967, Indira Gandhi condamna la position d'Israël, qu'elle qualifia de désastreuse, et le gouvernement indien endossa promptement plusieurs des réclamations égyptiennes, dont : le retrait de la force d'urgence de l'ONU dans le Sinaï, les revendications arabes sur le Golfe d'Akaba, la condamnation d'Israël pour avoir encouragé l'escalade de la violence au point d'en arriver à une situation de conflit armé et, plus tard, la demande d'un retour à la ligne de cessez-le-feu du 4 juin comme base de tout dialogue de paix. L'amitié traditionnelle de l'Inde envers les pays arabes et sa solidarité avec les pays non-alignés, en particulier l'Égypte qui neutralisait l'influence grandissante du Pakistan et de la Chine au sein du monde arabe, expliquent en partie sa position. Toutefois, un facteur additionnel aux considérations indiennes traditionnelles influença l'Inde dans sa décision : cette dernière étant dépendante de l'aide soviétique dans certains secteurs vitaux, volontairement ou sous la pression russe, elle dut adopter la position soviétique, clairement identifiée comme soutenant sans réserve le camp arabe.

### *Les relations indo-israéliennes après 1967 : des liens officiels*

*Au niveau officiel, le soutien aux Palestiniens*

L'ONU reconnut officiellement l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) comme « le représentant du peuple palestinien » (Résolution de l'AGNU 3210) en 1974 et les pays arabes firent de même au Sommet arabe de Rabat au cours de la même année. Le gouvernement indien suivit le mouvement et émit un communiqué officiel le 10 janvier 1975, reconnaissant l'OLP comme le seul représentant légitime du peuple

palestinien. Il donna également son accord pour l'ouverture d'un bureau de l'OLP à New Delhi. L'ambassadeur indien au Liban et le président du Comité exécutif de l'OLP signèrent à cette occasion des documents prévoyant certains privilèges et immunités diplomatiques au profit de l'OLP. Ce bureau fonctionna jusqu'en 1979 comme une « semi-mission » diplomatique et fut reconnu en 1980 comme une mission à part entière.

Lorsqu'Indira Gandhi revint au pouvoir en janvier 1980, elle fit un pas important vers la reconnaissance diplomatique de l'OLP en invitant Yasser Arafat, alors président de l'OLP, « à effectuer une visite officielle et amicale » en Inde. Lors de sa première visite en Inde, ce dernier fut considéré comme un chef d'État par le gouvernement indien. Il déclara à cette occasion : « Avec un grand pays comme l'Inde pour défendre la cause palestinienne avec fermeté, je suis sûr de mon succès »<sup>8</sup>. À l'issue de cette visite de trois jours, une déclaration jointe énonça que durant les longs entretiens entre Indira Gandhi et Yasser Arafat, celui-ci avait exprimé combien il appréciait le soutien de l'Inde à la cause arabe et à la lutte des Palestiniens pendant trente ans.

Durant cette période, l'Inde, n'étant pas directement impliquée dans le conflit au Proche-Orient, n'alla donc pas au-delà des positions arabes. Cependant, de tous les États non-musulmans, elle est le pays qui soutint avec le plus de zèle les positions pro-arabes et pro-palestiniennes.

#### *Début des échanges secrets entre les deux pays : contacts militaires et collaboration des services secrets*

Après avoir discuté de l'aspect officiel des relations indo-israéliennes, il convient de souligner les liens secrets qui se créèrent entre les deux États dès les années 1960. Alors que les dirigeants politiques indiens adoptaient une position circonspecte envers Israël et qu'ils prenaient ouvertement parti pour la cause

arabe, une tendance différente prévalait aux niveaux sécuritaire et militaire. En effet, sa subordination aux autorités politiques n'empêcha pas la sphère militaire indienne de développer une appréciation professionnelle de l'expérience et de la compétence d'Israël en la matière. Les succès militaires de ce dernier contre les pays arabes furent regardés avec admiration par les dirigeants militaires indiens, qui établirent secrètement des contacts avec leurs homologues israéliens afin de pouvoir profiter de leur technique.

C'est ainsi qu'en 1963, peu après la fin de la guerre sino-indienne, le chef d'état-major israélien David Shaltiel se rendit secrètement en Inde ; et qu'après l'assassinat d'Indira Gandhi en octobre 1984, des spécialistes israéliens repensèrent tout le système de sécurité du premier ministre Rajiv Gandhi. L'Inde rechercha également officieusement une aide israélienne au cours des crises nationales qu'elle endura pendant le conflit sino-indien en 1962<sup>9</sup> et durant les guerres indo-pakistanaïses de 1965 et 1971 : elle obtint d'Israël une quantité limitée d'armes légères, comme le célèbre fusil Uzi, ainsi que des munitions. Pour Israël, ceci était une façon de courtiser l'Inde en réaction à l'absence de soutien des pays arabes pendant ses différents conflits avec ses voisins. Aussi marginal qu'ait pu être l'impact militaire de ces armes vendues, et bien qu'il soit peu connu, il indique qu'au cours de cette période, à défaut d'amitié, les deux pays partagèrent une même vision dans le domaine sécuritaire par la suite. Par la suite, depuis le début des années 1980, il semblerait que certains officiers de renseignements militaires aient poursuivi un entraînement anti-terroriste en Israël. Puis, à la fin des années 1980, l'Inde et Israël s'engagèrent dans un dialogue secret visant à anéantir le potentiel militaire pakistanais à Kahuta et signèrent des accords de coopération militaire à cet effet.

Ainsi, même en l'absence de relations diplomatiques, une compréhension

fondamentale d'intérêts communs de défense et de sécurité conduisit l'Inde et Israël à maintenir des contacts militaires. Il en fut de même pour les services de sécurité. Les services secrets indiens, le RAW (*Research and Analysis Wing* ou « Département de recherche et d'analyse ») et leur homologue israélien, le Mossad, semblent avoir coopéré de manière fructueuse depuis les premiers temps. Cette coopération continua même d'exister au cours des différents mandats d'Indira Gandhi (1966-77 et 1980-84), malgré les sentiments généralement hostiles de cette dernière envers Israël.

### **LES RELATIONS INDO-ISRAÉLIENNES DEPUIS 1992 : L'ALLIANCE STRATÉGIQUE**

En janvier 1992, le premier ministre indien P.V. Narasimha Rao décida d'établir des relations entières et normales avec Israël. Cette décision fut en partie influencée par une appréciation de la coopération potentielle entre les deux pays, notamment au niveau sécuritaire.

#### ***Depuis 1992, un nouveau départ***

En 1992, la conjoncture des événements rendit possible l'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays, lesquelles ne cessèrent alors de s'intensifier de manière considérable dans de nombreux autres secteurs. Cette même année, Israël ouvrit son ambassade à New Delhi en février et l'Inde déclarait la sienne opérationnelle à Tel Aviv le 15 mai.

#### ***1992, un tournant majeur : l'établissement de relations diplomatiques***

Suite à la fin de la guerre froide, la désintégration de l'Union soviétique et la guerre du Golfe, l'Inde et Israël trouvèrent finalement l'opportunité de normaliser leurs relations. Plusieurs facteurs furent significatifs à cet égard :

- La fin de la guerre froide érôda le concept politique et idéologique du mouvement de non-alignement.
- La baisse significative des prix du pétrole au début des années 1990 réduisit de façon notable la dépendance indienne envers les pays arabes en matière de ressources énergétiques.
- Les résolutions adoptées en faveur du Pakistan sur le Cachemire par l'Organisation de la conférence islamique encouragèrent l'Inde à réévaluer sa politique au Moyen-Orient.
- La Conférence de paix à Madrid en octobre 1991 rendit caduque l'argument visant à boycotter Israël en raison de sympathies pour la cause arabe, d'autant plus qu'une volonté de rapprochement avec Israël de la part des pays arabes et de l'OLP se faisait observée, ce qui convainquit définitivement l'Inde de ne plus ostraciser Israël.
- Au début des années 1990, la montée du fondamentalisme islamique et du terrorisme fragilisa l'environnement régional sécuritaire de l'Inde ; New Delhi vit dans ce constat un lien supplémentaire avec Israël.
- Suite à la guerre du Golfe, l'opinion publique indienne s'interrogea à nouveau sur l'attitude de son gouvernement à l'égard d'Israël et fit pression pour un rapprochement entre les deux pays.

Ainsi, à la fin de l'année 1991, la plupart des arguments à l'origine des hésitations indiennes concernant l'établissement de liens diplomatiques avec Israël perdirent tout leur sens. Suite à de nombreuses délibérations, le premier changement politique significatif dans ce sens fut le vote de l'Inde en faveur de l'annulation de la résolution 1975 des

Nations Unies, assimilant le sionisme à une forme de racisme.

Cette période correspond également au moment où l'Inde commença à identifier plus clairement ses intérêts politiques et économiques avec l'Ouest. Par exemple, le rôle des lobbies pro-israéliens aux États-Unis dans l'arrêt des ventes de systèmes de vigilance et de contrôle aériens (AWACS) au Pakistan, lequel s'en servait surtout pour mettre en péril les positions indiennes au Cachemire, fut non seulement apprécié en Inde mais fit également prendre conscience aux dirigeants de ce pays du poids non négligeable de la communauté juive aux États-Unis. Il devint par conséquent impératif pour New Delhi de normaliser ses relations avec Israël, ce qui arriva le 29 janvier 1992, à la veille de la visite de Narasimha Rao aux États-Unis.

#### *Depuis 1998, une coopération accrue*

1998, année de la formation d'une nouvelle coalition gouvernementale avec à sa tête le parti nationaliste hindou *Bharatiya Janata Party* (BJP ou « Parti du peuple indien »), vit une intensification significative des relations entre les deux États, notamment du fait de la volonté indienne de former un axe Washington-Tel Aviv-New Delhi afin de lutter contre le terrorisme islamique. Ce repositionnement en faveur d'Israël avait également des causes internes, dont la méfiance des nationalistes hindous pour le monde arabo-musulman.

Ainsi, depuis quelques huit années, les relations indo-israéliennes se sont accrues de manière visible, comme en témoigne le nombre toujours plus important des délégations des deux États se rendant en Inde ou en Israël dans le but d'intensifier leurs échanges. Citons à titre d'exemples les visites en Inde du président israélien Ezer Weizman en 2000, du ministre des Affaires étrangères Shimon Pérès en 2002 et du premier ministre Ariel Sharon en 2003 ; et du côté indien, celle en Israël du

ministre des Affaires étrangères Jaswant Singh en 2000.

De même, les célébrations mises en place lors du dixième anniversaire commémorant la normalisation des relations diplomatiques entre les deux pays, suivies des visites de personnalités officielles, montrent une fois de plus la volonté de l'Inde et d'Israël de consolider leur amitié toute nouvelle en affichant clairement leurs liens.

#### ***Richesse des liens culturels et économiques***

##### *Le rapprochement culturel, prélude au rapprochement politique*

L'Inde et Israël cherchèrent tout d'abord à renforcer leurs liens économiques et culturels. Cet aspect des relations indo-israéliennes fut considéré, à juste titre, comme un bénéfice mutuel, mais également comme un instrument servant à renforcer la confiance réciproque et comme un pont menant aux questions politiques et stratégiques.

Ainsi, à partir de 1992, un nombre croissant d'interactions culturelles entre les deux pays fut constaté, comme par exemple la célébration en fanfare par Israël du 50<sup>ème</sup> anniversaire de l'Inde, sous le titre de « Shalom India ». Le président Weizman était à cette occasion l'invité d'honneur de l'ambassadeur indien à Tel Aviv pour l'inauguration des activités culturelles de cet événement. L'Inde, réciproquement, organisa de nombreux événements culturels pour fêter les 50 ans de l'État d'Israël en 1998.

Depuis quelques années, l'image d'Israël dans la presse indienne a aussi évolué de manière positive, comme en témoignent par exemple les articles favorables à Ariel Sharon lors de sa visite en Inde en 2003. Enfin, bien qu'une part importante de politiciens indiens, de diplomates et d'intellectuels soit restée traditionnellement pro-arabe, leur influence a considérablement diminué

durant la dernière décennie. En somme, les interactions culturelles des dix dernières années ont aidé l'Inde et Israël à se découvrir des affinités sociales, culturelles et politiques.

*Au niveau économique, la coopération s'intensifie*

L'établissement de liens diplomatiques réguliers entre l'Inde et Israël a par ailleurs ouvert la voie à une plus grande coopération économique, les intérêts indiens se portant principalement sur l'agriculture et les transferts de technologie (domaines d'expertise d'Israël), et sur le fait qu'Israël représente la porte de l'Union européenne et des États-Unis (avec qui il a des accords de libre-échange). Israël pour sa part s'intéresse particulièrement au marché indien, lequel, avec une classe moyenne de plus de 200 millions de consommateurs, représente un potentiel extraordinaire. La vente d'armes est également une considération non négligée par Israël. Enfin, l'Inde représente un lien primordial avec l'Asie du Sud-Est, où Israël cherche à s'implanter.

a) L'essor des échanges commerciaux

Depuis l'établissement de relations diplomatiques entre l'Inde et Israël, le commerce bilatéral entre les deux pays ne cesse d'augmenter : il connut une hausse significative depuis 1992, progressant de 30 pour cent en moyenne chaque année, et atteint près d'un milliard de dollars en 2000. Excepté pour l'année 1995, le volume des échanges s'est également développé de manière significative, passant de 12 pour cent en 1996 à 17 pour cent en 1997, pour atteindre 47 pour cent en 1999. Durant cette même année, le commerce bilatéral entre l'Inde et Israël s'est chiffré à 994 millions de dollars, soit une augmentation de près de 500 pour cent depuis 1992. Les investissements israéliens en Inde sont également passés de 360 000 dollars en 1992 à un milliard en 2000. Afin

de favoriser ce développement, l'Inde et Israël se sont accordés la clause de « nation la plus favorisée » et ont signé un ensemble d'accords visant à encourager l'investissement bilatéral.

b) Une coopération dans différents secteurs économiques

Secteur agricole. La collaboration agricole est particulièrement florissante : un premier accord bilatéral fut signé en décembre 1993 au cours de la visite en Inde du ministre israélien de l'Agriculture. À cette occasion, un grand nombre d'experts des deux pays visitèrent des établissements agricoles spécifiques afin d'entreprendre des projets dans le transfert du savoir-faire et de la technologie. Le secteur privé indien s'est montré particulièrement intéressé par les technologies israéliennes. Depuis, environ 170 accords de collaboration entre entreprises indiennes et israéliennes ont été signés dans des domaines tels que l'irrigation par égouttement, la technologie de serre chaude, la floriculture et l'horticulture.

Science et technologie. L'accord de coopération bilatérale au niveau des sciences et technologies fut signé au cours de la visite en Inde du ministre des Affaires étrangères israélien Shimon Pérès en mai 1993. Le plan de travail détaillé fut achevé en septembre 1993, identifiant des secteurs spécifiques pour une coopération plus importante. En outre, en novembre 1994, au cours de la visite en Inde de la ministre israélienne des Communications Shulamit Aloni, les deux gouvernements parafèrent un accord débloquent des fonds de trois millions de dollars, avec des contributions égales, afin de faciliter la coopération commune en recherche et développement dans les secteurs identifiés. Sous cette impulsion, un grand nombre de projets de recherche fut mis à exécution dans des domaines tels que les matériaux, les systèmes d'optique électroniques, la biotechnologie, la génétique avancée, etc.

Secteur touristique. L'accord de coopération dans le secteur du tourisme fut également signé au cours de la visite en Inde de Shimon Pérès en 1993. Après cette date, le nombre de touristes israéliens visitant l'Inde augmenta de façon impressionnante, à tel point qu'à Goa par exemple, il est plus commun d'entendre parler hébreu qu'anglais à certaines périodes de l'année. Les touristes indiens, quant à eux, sont principalement chrétiens et se rendent régulièrement en pèlerinage en Israël. Enfin, le gouvernement indien ouvrit un office du tourisme à Tel Aviv en 1997, afin d'encourager le tourisme bilatéral entre les deux pays.

Étant donné le vaste potentiel de coopération économique entre l'Inde et Israël, il est prévisible que nous assistions dans les années à venir à un grand nombre de *joint-ventures*, d'alliances et même de fusions et d'acquisitions entre les entreprises des deux pays ; en d'autres termes, un grand bond dans les échanges bilatéraux entre l'Inde et Israël peut être attendu.

### ***Vers une vision stratégique globale de plus en plus symbiotique***

Un partenariat de sécurité et de défense ne peut se développer pleinement, ou même durer, s'il est fondé uniquement sur des liens culturels et commerciaux symbiotiques. Ce partenariat requiert une structure commune d'intérêts politiques et stratégiques. Comme le symbolisa la coopération des astronautes Ilan Ramon et Kalpana Chawla, respectivement Israélien et Indienne, disparus au cours de leur mission spatiale en 2003, les liens indo-israéliens s'étendent ces dernières années à des secteurs stratégiques clés, comme la recherche spatiale ou encore l'armement.

### ***Des intérêts militaires communs<sup>10</sup>***

L'Asie du Sud est devenue une destination importante pour les échanges israéliens. Jérusalem a donc un intérêt

certain à développer des liens militaires étroits avec l'Inde, qui est l'un des acteurs-clés entre le Moyen-Orient et l'Asie du Sud. De plus, l'océan Indien ayant revêtu ces dernières années une importance stratégique capitale pour les deux pays, la coopération navale croissante entre l'Inde et Israël est mutuellement bénéfique. D'autre part, suite à la nucléarisation de l'Asie du Sud en mai 1998, l'Inde revêtit une importance croissante pour les intérêts stratégiques d'Israël à long terme, ce dernier ayant un intérêt vital à empêcher le transfert de technologie de destruction massive en provenance du Pakistan vers ses ennemis du Moyen-Orient. Ainsi, la nature complémentaire des intérêts sécuritaires indiens et israéliens engagea les deux gouvernements et leurs forces armées respectives vers des interactions plus nombreuses et plus étendues dans le domaine militaire. Cependant, afin d'éviter toute répercussion négative, la plupart de ces contacts et des décisions qui ont suivies furent tenus secrets.

Alors qu'ils mettent largement en valeur les aspects économiques et culturels de leurs relations bilatérales, l'Inde et Israël deviennent extrêmement parcimonieux lorsqu'il s'agit d'évoquer la dimension militaire de ces rapports. La plupart des visites de cet ordre ne sont pas connues des médias sur le moment et relatées seulement après le départ des délégations. Souhaitant éviter toute velléité d'opposition domestique à une coopération avec Israël dans le domaine de la défense, les dirigeants et les officiels indiens nient régulièrement les informations faisant état d'accords de défense signés entre les deux pays. Il n'est pas difficile de comprendre les raisons de cette approche : ces relations militaires sont sensibles, controversées et donc sujettes à une censure officielle et non-officielle, ainsi qu'à des restrictions. Cependant, l'Inde et Israël ont également d'autres raisons de garder ces liens secrets. Israël considérant ses exportations dans le domaine de la défense comme faisant

partie intégrante de sa sécurité nationale, il exerce une censure stricte sur la publication des détails les concernant. En outre, du fait d'événements internationaux et internes—tels que la fin de la guerre froide ou la reprise des tensions avec le monde arabe, notamment depuis la deuxième intifada et la récente guerre contre le Hezbollah—les exportations d'armement représentent d'autant plus un sujet sensible.

La coopération militaire est une question essentielle dans les discussions bilatérales entre l'Inde et Israël. À ce sujet, de nombreux officiels rattachés aux ministères de la Défense des deux pays échangent régulièrement des visites. Cette coopération figure donc de manière notable dans les discussions des leaders politiques des deux États lorsqu'ils se rendent en visite officielle chez le partenaire stratégique, comme ce fut le cas lors de la visite en Inde du président israélien Ezer Weizman en décembre 1996. Une coopération bilatérale anti-terroriste plus poussée fut également envisagée au cours de la visite en Inde de Shimon Pérès en janvier 2002 ; les délégations officielles accompagnant les dirigeants indiens et israéliens se composaient d'un nombre important d'industriels issus du domaine de la défense. Ces contacts et négociations bilatérales couvrent différents sujets tels que le contre-terrorisme, les renseignements, les ventes militaires d'avions de combat et de systèmes anti-missiles, etc. Ainsi, des officiels militaires indiens signifiaient récemment à la presse la « grande importance » des relations indo-israéliennes : Israël est devenu en quelques années le deuxième fournisseur d'équipement militaire de l'Inde (900 millions de dollars), après la Russie (1,5 milliard de dollars). De surcroît, les deux pays viennent d'annoncer la poursuite de leur coopération stratégique concernant la vente par Israël de « Phalcon », avions de reconnaissance servant à détecter missiles de croisière et avions positionnés à très basse altitude.

### *Des intérêts politiques et stratégiques communs*

a) Les conflits israélo-arabe/palestinien et la question du Cachemire

Au cours de la période de l'après guerre froide et au vu des réalités en mutation dans la région, les tenants de la politique étrangère indienne se trouvèrent devant la nécessité d'ajuster leur politique concernant le Proche-Orient. New Delhi comprit que ses intérêts seraient mieux préservés si l'Inde avait des liens plus proches à la fois avec le monde arabe et avec Israël. Mettant cette constatation en pratique, elle réitéra son soutien traditionnel à la cause palestinienne tout en œuvrant au développement de rapports plus étroits avec Israël. Parallèlement, l'Inde cessa de soutenir les résolutions anti-israéliennes au sein des Nations Unies. Bien qu'il n'y ait pas de changement appréciable dans le vote de la délégation indienne à l'ONU sur les questions du conflit israélo-arabe, l'analyse des discours prononcés par ses délégués reflète un adoucissement de la position de l'Inde vis-à-vis d'Israël.

L'arrivée au pouvoir en 1998 du Bharatiya Janata Party marqua un changement d'attitude important de l'Inde au Proche-Orient : le nouveau gouvernement supprima définitivement les barrières faisant obstacles à des liens plus intensifs avec Israël. Dans ce contexte, l'évolution du discours de Vajpayee sur le Proche-Orient est intéressante. Alors que dans les années 1970, il était le porte-parole d'un gouvernement indien qui fustigeait Israël, par la suite, il orienta l'Inde vers un rapprochement historique avec l'État juif. Plus récemment, l'actuel premier ministre indien issu du Parti du Congrès, Manmohan Singh, confirma cette nouvelle orientation de la politique étrangère indienne en faisant preuve de reluctance à condamner Israël sur la scène diplomatique internationale à l'occasion de ses récentes opérations dans la bande de Gaza et sur le front libanais contre le

Hezbollah. En effet, le gouvernement indien n'émit de commentaire officiel sur les opérations israéliennes à Gaza seulement trois semaines après le début du conflit, alors qu'il se prononça contre l'opération menée par le mouvement terroriste chi'ite dès l'enlèvement des soldats israéliens par le Hezbollah. De surcroît, durant les affrontements entre Israël et le Hezbollah, l'Inde adopta une position prudente et mesurée, condamnant « l'aspect excessif et disproportionné des représailles israéliennes » mais se refusant à employer les termes d'invasion ou d'agression, comme le firent les pays arabo-musulmans.

Sur la question du Cachemire, Israël apporta un soutien constant à la position indienne. Bien que les conflits cachemiri et israélo-palestinien soient de natures différentes, la mondialisation du fondamentalisme islamiste ainsi que les contacts grandissants entre militants cachemiris et palestiniens créent des inquiétudes communes à l'Inde et à Israël. De manière similaire, après l'intervention de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) au Kosovo, New Delhi et Jérusalem devinrent plus sensibles à toute possibilité d'intervention militaire extérieure au Cachemire comme à Gaza et en Cisjordanie. Ainsi, les réalités au Cachemire prirent une tournure différente depuis le rapprochement indo-israélien. Du fait des résolutions anti-indiennes votées à répétition par l'Organisation de la conférence islamique, l'Inde préfère se tourner vers les atouts de technologie et de renseignement israéliens pour régler la question du Cachemire, plutôt que de compter sur l'appui des pays arabo-musulmans.

#### b) Fondamentalisme islamique et terrorisme : des préoccupations communes

La résurgence du fondamentalisme islamiste et du terrorisme préoccupent à la fois l'Inde et Israël. Ce dernier considère la propagation du militantisme islamique en

Afrique du Nord, en Asie centrale et au Moyen-Orient comme une menace directe à sa sécurité. De plus, alors que des groupes extrémistes comme le Hezbollah, le Hamas et le Jihad islamique sont activement et directement impliqués dans des actes visant à annihiler l'existence d'Israël, des groupes islamistes extrarégionaux voient en lui « l'Ennemi éternel » et, de ce fait, représentent aussi une menace potentielle pour les intérêts sécuritaires israéliens.

L'Inde dut également prendre en considération les activités grandissantes du terrorisme islamiste dirigées contre elle, principalement depuis le début des années 1990. En effet, depuis lors, des menaces sécuritaires domestiques et extérieures pèsent lourdement sur l'Inde. Le rôle du Pakistan et des mercenaires islamistes qu'il envoie pour encourager le terrorisme au Cachemire, au Punjab et dans les provinces du Nord, ajoute encore aux appréhensions indiennes. L'attentat contre le Parlement indien en décembre 2001 ainsi que la récente hausse des activités terroristes au Cachemire montrent la vulnérabilité de l'Inde dans les cycles de violence du fondamentalisme islamiste.

L'Inde et Israël ont donc des intérêts politiques et stratégiques communs du fait de la menace du fondamentalisme islamiste et du terrorisme. Les situations géopolitiques respectives de l'Inde et d'Israël favorisent également une compréhension stratégique mutuelle : tous deux se trouvent de chaque côté du bloc arabo-musulman, avec à leurs frontières une concentration importante de population d'obéissance musulmane. Les deux États soulignent ce facteur pour insister sur leurs nouvelles relations géostratégiques.

Toutefois, malgré leur préoccupation mutuelle concernant la menace terroriste ainsi que leur active coopération pour y remédier, les sources et la nature de cette menace demeurent différentes. D'une part, Israël considère que le danger émane principalement d'organisations basées aux

Proche et Moyen-Orient, comme le Hezbollah, le Hamas et le Jihad islamique. À l'échelle étatique, Israël voit l'Iran et la Syrie comme les principales sources de terrorisme mondial. L'Inde, pour sa part, a de bonnes relations avec la Syrie et a récemment développé des liens étroits avec Téhéran ; elle est par contre principalement concernée par la menace émanant du Pakistan, de l'Afghanistan et de quelques groupes fondamentalistes actifs dans les États du Golfe, lesquels ne représentent pas une menace directe pour Israël.

Cela dit, la mondialisation progressive du terrorisme islamiste apporte à l'Inde et à Israël une occasion supplémentaire de coopérer plus étroitement. Différents rapports émanant des services de renseignements indiens, israéliens et américains suggèrent qu'avec l'aide du réseau terroriste d'Oussama ben Laden, des militants cachemiris pro-pakistanaïes chercheraient à forger une alliance avec des groupes terroristes actifs au Moyen-Orient. D'ailleurs, dans un passé récent, suite à l'implication relative d'Israël dans la lutte contre les troubles au Cachemire, des groupes extrémistes tels *Lashkar-e-Toiba*, *Harkat-ul-Mujahideen* et *Al-Badr* menacèrent ouvertement Israël d'attaques à sa sécurité.

En luttant ensemble contre la menace terroriste, les deux pays peuvent ainsi consolider la paix et la sécurité au Proche-Orient et en Asie du Sud. Dans cet esprit, l'Inde et Israël créèrent un « Groupe de travail commun » (*Joint Working Group*) afin de combattre le terrorisme international (conjointement avec le Royaume-Uni et la France). Ils coopèrent également étroitement dans différents forums internationaux pour lutter contre cette menace.

c) Une coopération nucléaire toujours plus intense...

L'Inde et Israël sont tous deux des puissances nucléaires longtemps clandestines mais récemment déclarées.

Leur environnement hostile a fait du programme nucléaire un élément d'une importance stratégique considérable pour leur défense et leur sécurité. Bien qu'à un niveau officiel, les deux pays démentent toute coopération nucléaire, la démonstration des capacités nucléaires du Pakistan ainsi que les programmes nucléaires en évolution dans certains pays du Moyen-Orient conduisent à l'émergence d'éléments similaires discernables dans les intérêts nucléaires des deux pays.

L'Inde et Israël partageaient déjà dans les années 1980 des appréhensions semblables concernant le programme nucléaire du Pakistan ; certains analystes considèrent ainsi que les services de renseignements des deux pays sont en contact étroit à ce sujet depuis ce temps. De plus, compte tenu de leur refus de signer les différents traités de non-prolifération nucléaire (TNP), les deux pays semblent s'appuyer sur la position respective de l'autre pour formuler leur réponse diplomatique. L'Inde et Israël montrent ainsi une certaine uniformité concernant les TNP : bien que ces traités soient formulés en principes, ils suscitent l'objection des deux pays du fait de leurs considérations sécuritaires régionales. Bien qu'ils aspirent tous deux à être considérés comme des opposants à la prolifération d'armements conventionnels et nucléaires, l'un conserve son statut d'État au seuil de la puissance nucléaire, tandis que l'autre abandonna toute ambiguïté dans ce domaine lorsqu'il effectua des essais en mai 1998.

Notons par ailleurs qu'Israël ne réagit pas aux essais nucléaires conduits par l'Inde : en dépit de ses liens privilégiés avec Washington, lequel engagea des sanctions militaires contre New Delhi, Jérusalem refusa de rompre ses liens militaires avec l'Inde. Plus récemment, en juillet 2005, le fait que l'Inde ait finalement obtenu des États-Unis la signature d'un accord bilatéral de coopération nucléaire sur le plan civil,

ainsi que la levée des sanctions imposées par les États-Unis depuis 1974, est en partie attribué à l'action des puissants lobbies pro-israéliens comme l'*American Jewish Committee* (« Comité juif américain ») et l'*American-Israel Public Affairs Committee* (« Comité des affaires publiques entre l'Amérique et Israël »), dont les liens avec le nouveau partenaire indien ne cessent de se développer ces dernières années. Ceci contribua notamment à l'évolution de la position diplomatique de l'Inde en faveur d'Israël sur le plan international, au détriment de ses positions traditionnellement pro-arabes, comme ce fut constaté lors de la récente guerre entre Israël et le Hezbollah.

d) ...qui inquiète le monde arabo-musulman

Les liens stratégiques toujours plus étroits entre l'Inde et Israël ainsi que leur coopération nucléaire provoquent de sérieuses préoccupations dans le monde arabe. Tout d'abord, ce dernier pensait toujours pouvoir influencer sur son allié indien, notamment concernant sa position envers Israël. Les récents liens indo-israéliens furent également très mal perçus par les pays arabo-musulmans avec qui l'Inde avait des liens traditionnellement étroits. De plus, la coopération stratégique entre l'Inde et Israël risque de donner à ce dernier une position importante dans l'équation stratégique entre l'Asie du Sud et le Moyen-Orient, ce qui minerait considérablement les intérêts du monde arabe dans ce complexe interrégional. Beaucoup d'États arabo-musulmans voient aussi un désavantage certain pour leur situation politique et stratégique dans la possibilité d'un nouvel axe New Delhi-Jérusalem-Ankara, soutenu par les États-Unis. Enfin, et ceci est certainement l'élément le plus important, le monde arabe considère la nouvelle coopération nucléaire entre l'Inde et Israël comme une menace directe et sérieuse à sa sécurité. La coopération entre New Delhi et Jérusalem

fut toujours source d'appréhensions pour le monde arabe, mais ces protestations, habituellement exprimées en privé, s'expriment de plus en plus ouvertement au fil de l'intensification de la coopération stratégique entre les deux pays ces dernières années.

Au cours de sa visite en Israël en mai 2000, le ministre indien de l'Intérieur L.K. Advani énonça les perspectives de coopération nucléaire entre les deux pays de manière positive. Il déclara : « Je soutiens une coopération étendue entre l'Inde et Israël dans tous les domaines, notamment au niveau nucléaire ». Cette déclaration raviva les appréhensions arabes et entraîna de vives protestations ; le lobby pro-arabe de New Delhi demanda une explication du gouvernement. Des sources diplomatiques révélèrent même que l'ambassadeur d'un pays arabe menaçait ouvertement l'Inde de « conséquences déplaisantes » si cette nouvelle amitié avec Israël perdurait.

Ainsi, le gouvernement indien, qui refusait d'admettre toute coopération stratégique avec Israël, énonce à présent que ses relations bilatérales avec lui ne se font pas au détriment de ses relations avec le monde arabe, ce qui inquiète ce dernier. Certaines décisions indiennes confirmèrent d'ailleurs la nouvelle inflexion de la politique indienne au Moyen-Orient. En effet, la comparaison des visites officielles de Jaswant Singh et de L.K. Advani en Israël avec la décision de n'envoyer qu'un chef du Cabinet, M.M. Joshi, pour représenter l'Inde aux funérailles du dictateur syrien Hafez al-Assad, permet de conclure que l'Inde a changé ses priorités au Moyen-Orient. À l'heure actuelle, alors que les diplomates et les officiels militaires israéliens sont des invités réguliers du « Bloc du Sud » (*South Block*, quartier général du ministère indien des Affaires étrangères), la présence et l'influence des diplomates arabes y ont beaucoup diminué. De fait, depuis que l'Inde a adopté une approche plus équilibrée dans sa politique

au Moyen-Orient, les attentes arabes à son encontre ont diminué.

e) Le tournant du 11 septembre : la création d'alliances stratégiques triples

La visite officielle du premier ministre israélien Ariel Sharon en Inde, du 8 au 11 septembre 2003, illustra la naissance d'une triple alliance fondamentale entre l'Inde, Israël et les États-Unis. En effet, Indiens, Américains et Israéliens s'engagèrent dans des discussions visant à la formation d'un « triangle stratégique », comme l'avait décrit l'ancien chef du gouvernement israélien. Cette vision fut d'ailleurs véritablement encouragée par Brajesh Mishra, l'ancien conseiller national indien à la Sécurité, qui, lors du dîner annuel de l'*American Jewish Committee* en mai 2003, déclara que les trois pays étaient des « alliés naturels » contre le terrorisme.

Cette nouvelle donne régionale pourrait entraîner une déstabilisation du Pakistan, l'ennemi principal de New Delhi possédant la première bombe nucléaire islamique, tout autant que de l'Iran, l'ami de circonstance. La venue d'Ariel Sharon en Inde ainsi que celle en février 2004 du ministre des Affaires étrangères israélien Silvan Shalom officialisèrent le discret rapprochement stratégique et militaire opéré par les trois pays ces dernières années. Selon un diplomate membre de la délégation israélienne, les attentats du 11 septembre 2001 furent à l'origine d'une « nouvelle opportunité pour des liens plus forts entre l'Inde, Israël et les États-Unis ». L'Asie subissant une forte augmentation de l'activité terroriste d'inspiration islamiste, Washington et New Delhi sont désormais aussi intéressés l'un que l'autre par une coopération dans ce domaine.

Sous l'impulsion des États-Unis, un axe géostratégique supplémentaire se créa entre l'Inde, Israël et la Turquie : New Delhi-Jérusalem-Ankara<sup>11</sup>. Les trois États ont des intérêts stratégiques communs. Ils sont tous des puissances régionales se servant de leur potentiel militaire pour

dissuader des voisins hostiles d'attenter à leurs intérêts. En outre, les trois pays, qui possèdent une population musulmane importante (dans le cas de la Turquie, elle est majoritaire), s'inquiètent de la montée du fondamentalisme islamiste. Enfin, chacune des trois nations embrasse la modernisation et se fonde sur la sécularisation. Au-delà de ces intérêts communs, Israël et les militaires turcs ont déjà étroitement coopéré au cours des dix dernières années, malgré les dénégations du gouvernement turc. Il est par exemple fréquent que des militaires de l'armée de l'air et de la marine des deux pays s'entraînent ensemble.

Les attentats du 11 septembre et la guerre en Afghanistan apportèrent une nouvelle dimension à la coopération israélo-turque en ajoutant l'Inde dans l'équation. Dans ce contexte, la visite à New Delhi de Shimon Pérès en janvier 2002, alors ministre israélien des Affaires étrangères, se doit d'être mentionnée : il rappela à cette occasion que l'Inde, la Turquie et Israël luttent tous trois contre un ennemi commun, le terrorisme islamiste, ajoutant que « si l'Inde cherche le soutien d'Israël pour combattre le terrorisme, elle est assurée de l'obtenir » et que « l'Inde est le meilleur allié d'Israël dans la région ; c'est une société ouverte et une démocratie ».

L'importance de cette triple alliance dépasse le cadre régional. Elle lie ensemble trois puissants États pro-occidentaux dans un Moyen-Orient et une Asie centrale instables. C'est dans cette perspective que les États-Unis comprennent cette nouvelle alliance stratégique : ils pouvaient déjà compter sur la Turquie, leur allié traditionnel dans la région et d'ailleurs membre de l'OTAN ; Israël est également un allié de longue date ; le véritable moteur de cette alliance triple pour les Américains est l'Inde, leur permettant ainsi d'étendre leur influence et leurs intérêts en Asie du Sud. Quant à l'Inde, qui cherchait à se rapprocher des États-Unis depuis la fin de la guerre froide,

elle voit dans cette alliance une manne pour réformer son économie avec l'aide promise des Américains. Cette alliance est également l'occasion pour l'Inde, au-delà de la Turquie et même d'Israël, d'entretenir des liens stratégiques plus étroits avec la superpuissance américaine, en qui elle voit, notamment depuis le 11 septembre, un allié puissant pour protéger ses intérêts stratégiques, surtout contre son vieil ennemi le Pakistan.

## CONCLUSION

La nature intense et diverse des relations entre l'Inde et Israël depuis 1992 indique que l'absence prolongée de relations politiques n'a pas entravé la coopération stratégique entre les deux pays, notamment dans les domaines de la sécurité et de la défense. L'Inde et Israël ont ainsi su amorcer une compréhension commune de leurs impératifs stratégiques, comme ce fut le cas dans le domaine militaire par exemple. De même, de nombreux programmes stratégiques entrepris par les deux pays ont contribué à consolider leur partenariat.

Les impératifs stratégiques régionaux et mondiaux ont ainsi créé un consensus à New Delhi et à Jérusalem : l'alliance stratégique entre l'Inde et Israël est mutuellement bénéfique à court aussi bien qu'à long terme. Cette relation spéciale s'est d'abord développée en dehors de toute structure institutionnelle, pour s'intensifier ensuite graduellement du fait des interactions multiples des deux parties. Le changement de la politique indienne au Moyen-Orient a été bénéfique pour New Delhi et de nombreux diplomates indiens admettent que la « carte israélienne » est devenue indispensable dans les relations de leur pays avec le monde arabe : ce partenariat a ainsi aidé l'Inde à assumer une importance croissante au sein des pays arabo-musulmans tout en sachant adopter une neutralité stricte quand cela est nécessaire, comme lors de la deuxième intifada à partir de septembre 2000, alors

qu'Israéliens et Palestiniens cherchaient l'appui de New Delhi. Ceci lui permit de recueillir les doléances des deux pays et, de cette manière, elle réussit à rehausser son importance stratégique dans la région.

L'avenir de l'alliance stratégique entre l'Inde et Israël est lié à des considérations d'ordres domestique et régional, ainsi qu'à un environnement stratégique global. Aujourd'hui, la plupart de ces variables semblent favorables à un développement des liens entre New Delhi et Jérusalem : les deux pays se sont découverts des affinités socioculturelles très riches, leur coopération économique est mutuellement bénéfique, ils collaborent ensemble politiquement et stratégiquement, et leur partenariat dans les sphères de la défense et de la sécurité se développe de manière significative. De surcroît, depuis le 11 septembre 2001, la lutte anti-terroriste menée par les États-Unis est un cadre privilégié pour un rapprochement multilatéral de l'Inde et d'Israël avec d'autres partenaires régionaux et globaux, comme la Turquie, luttant aussi contre le terrorisme islamiste. Ainsi, les liens stratégiques New Delhi-Jérusalem peuvent être renforcés par des relations israélo-turques et, du fait du développement de liens stratégiques entre l'Inde et la Turquie, le triangle New Delhi-Jérusalem-Ankara pourrait apporter stabilité et sécurité dans deux des régions les plus instables au monde : l'Asie du Sud et le Moyen-Orient.

*\*Stéphanie Lévy est doctorante en science politique à l'université de Tel Aviv. Elle est chargée de recherche pour le Centre GLORIA et rédactrice adjointe de l'édition française du Journal MERIA.*

---

## NOTES

<sup>1</sup> Jacob Tsur, « Les Fondements de la politique étrangère d'Israël », *Politique étrangère*, vol. 22, no. 1, été 1957.

<sup>2</sup> D.G. Tendulkar, *Mahatma: Life of Mohandas Karamchand Gandhi* [*Mahatma : la vie de Mohandas Karamchand Gandhi*], Government of India, Ministry of Information and Broadcasting, Publications Division, vol. 4, 1961.

<sup>3</sup> Jawaharlal Nehru, *Glimpses of World History* [*Aperçus de l'histoire du monde*], Asia Publishing House, Bombay, 1962.

<sup>4</sup> Gandhi, « The Jews » [« Les Juifs »], *Harijan*, 26 novembre 1938.

<sup>5</sup> Godfrey H. Jansen, *Zionism, Israel and Asian Nationalism* [*Le sionisme, Israël et le nationalisme asiatique*], Institute for Palestine Studies, Beyrouth, 1971.

<sup>6</sup> Constituent Assembly of India (Legislative) Debates, Part I, vol.6, no. 7, 20 août 1948.

<sup>7</sup> Walter Eytan, *The First Ten Years: A Diplomatic History of Israel* [*Les premières dix années : une histoire diplomatique d'Israël*], Weidenfeld and Nicolson, Londres, 1958.

<sup>8</sup> *Hindustan Times*, 29 mars 1980.

<sup>9</sup> Répondant à la requête personnelle du premier ministre Jawaharlal Nehru, son homologue israélien David Ben-Gourion vendit quelques armes légères à l'Inde. Ceci joua cependant en défaveur d'Israël pour l'établissement de liens diplomatiques avec Pékin.

<sup>10</sup> Voir à ce sujet l'étude très complète réalisée par P.R. Kumaraswami, « Strategic Partnership between Israel and India » [« Partenariat stratégique entre Israël et l'Inde »], *MERIA Journal*, vol. 2, no. 2, mai 1998.

<sup>11</sup> Voir l'article d'Ilan Berman, « Israel, India, and Turkey: Triple Entente? » [*Israël, l'Inde et la Turquie : triple entente ?* »], *Middle East Quarterly*, 2002.